



Mission régionale d'autorité environnementale

**Pays-de-la-Loire**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire  
après examen au cas par cas  
Élaboration du Zonage d'assainissement communal  
des eaux pluviales (ZAEP)  
de LA CHAPELLE-SAINT-SAUVEUR (44)  
(commune déléguée de LOIREAUXENCE)**

n°MRAe 2019-3983

## **Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement**

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de La Chapelle-Saint-Sauveur, déposée par la commune de Loireauxence, reçue le 3 mai 2019 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 9 mai 2019 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 12 juin 2019 ;

**Considérant** que l'élaboration du zonage d'assainissement communal des eaux pluviales (ZAEP), relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

**Considérant** qu'elle est menée en parallèle de la révision en cours du plan local d'urbanisme (PLU), dont l'arrêt est prévu en juin 2019 ; que le projet de PLU prévoit 4 zones à urbaniser (zones AU), pour un total de 2,58 ha ;

**Considérant** qu'elle s'appuie sur l'élaboration du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales réalisée sur le territoire communal ;

**Considérant** que l'étude de diagnostic hydraulique en situation actuelle et future conduite en vue de la réalisation du schéma directeur a permis de qualifier le fonctionnement hydraulique du réseau et de définir les orientations d'aménagements à réaliser sur le réseau pluvial communal existant ;

**Considérant** que le dossier a identifié les secteurs aujourd'hui exposés à des problèmes d'écoulement des eaux pluviales, ainsi que, par simulation de pluie décennale, des risques de débordements sur plusieurs secteurs (secteurs 7A rue de Bretagne, 7B rue des Forges, 7C rue des Écoles, 10A rue de la Bricaudière), et a prévu, pour les principaux problèmes des solutions de remédiation ;

**Considérant** que la commune prévoit ainsi la réalisation de travaux d'aménagements des réseaux d'eaux pluviales permettant d'améliorer le fonctionnement général, en reprenant principalement des réseaux existants ;

**Considérant** que le projet présenté à l'appui de la présente demande encadre les dispositifs de gestion des eaux pluviales des opérations de construction et d'aménagement futurs ;

**Considérant** que la commune n'est concernée par aucune mesure d'inventaire ou de protection réglementaire au titre des milieux naturels ; qu'elle ne compte pas de captage d'eau potable et n'est pas concernée par le risque inondation ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de La Chapelle-Saint-Sauveur n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

#### **DECIDE :**

**Article 1 :** L'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de La Chapelle-Saint-Sauveur n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**Article 2 :** La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 (III) du Code de l'environnement, sera jointe au dossier d'enquête publique.

**Article 3 :** La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 26 juin 2019

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Fabienne Allag-Dhuisme', with a horizontal line underneath.

Fabienne ALLAG-DHUISME

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe  
DREAL des Pays-de-la-Loire  
SCTE/DEE  
5, rue Françoise GIROUD  
CS 16326  
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.  
Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes  
6, allée de l'Île Gloriette  
B.P. 24111  
44041 NANTES Cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;  
Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire  
Ministère de la transition écologique et solidaire  
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex